

Faut-il quitter l'Église ?

Les catholiques de gauche se font souvent demander par des non-croyants : « Pourquoi restez-vous dans l'Église ? » Ils se font aussi dire par des catholiques de droite : « Partez si vous n'êtes pas contents ! » Faut-il quitter cette institution lorsqu'on conteste ses prises de positions ? Tout dépend de notre conception de l'Église et des positions dont on parle.

Rester dans l'Église catholique est une façon de témoigner de la liberté radicale que confère le baptême et une manière de résister aux logiques institutionnelles contraires à l'Évangile.

Marco Veilleux, revue *Relations*, juin 2006 page 31

Les positions de l'Église catholique sur les questions sociales soulèvent peu de débats. Elles sont pourtant provocantes ! Que ce soit en matière de justice, d'immigration, de critique du néolibéralisme, d'engagement pour la paix et de respect de l'environnement, certaines encycliques papales autant que des lettres pastorales d'épiscopats nationaux sont souvent prophétiques. Or, ces prises de position, bien qu'audacieuses et progressives, ne sèment pas la division dans l'Église et n'ont jamais exclu personne. Pourquoi ?

Deux poids, deux mesures

Une première réponse se trouve dans le fait que cet enseignement social est souvent méconnu ou considéré comme secondaire. Plus profondément, toutefois, c'est qu'en ces matières, le magistère de l'Église ne prétend pas définir des positions absolues et définitives qui « obligerait en consciences ». Au contraire, cet enseignement se présente comme une interpellation contextuelle, tenant compte du légitime pluralisme des opinions. L'Église se fait, en ce domaine, humble participante aux recherches collectives. Sa « doctrine sociale », loin d'être « doctrinaire », se

veut plutôt une contribution parmi d'autres aux débats. Elle y propose des balises pour alimenter la réflexion et le discernement des personnes et des peuples. Elle y rappelle fréquemment le principe de subsidiarité – voulant que les orientations concrètes et les décisions se prennent, normalement, au plus près des premiers concernés. Comme l'écrivait le pape Paul VI, « bien diverses sont les situations dans lesquelles [...] les chrétiens sont engagés, selon les régions, les systèmes socio-politiques, les cultures. [...] Face à des situations aussi variées, il nous est difficile de prononcer une parole unique, comme de proposer une solution qui ait valeur universelle. Telle n'est pas notre [...] mission » (lettre *Octogesima adveniens*, adressée au cardinal Maurice Roy, 1971, nos 3-4).

Nous sommes aux antipodes de cette attitude réaliste, sage et prudente lorsque le magistère prend position sur des questions de discipline interne ou de morale sexuelle. Bon nombre de catholiques ne le supportent plus. Par exemple, qu'au nom de la foi en l'Évangile, on s'oppose à l'usage du condom dans la lutte contre le fléau du VIH/Sida est, pour eux, « incroyable ».

Qu'au nom de la fidélité au Christ, on puisse prétendre que les femmes doivent être exclues du sacerdoce est, pour eux, « impensable ». Qu'au nom de la Révolution divine, on s'entête à vouloir enfermer les personnes homosexuelles dans une morale inhumaine est, pour eux, une voie « impraticable ». Parce que les positions romaines sur ces questions, et sur tant d'autres, sont insoutenables, ces catholiques – souvent parmi les plus engagés – en viennent à quitter le navire. Peut-on le leur reprocher ?

La liberté baptismale

Mais alors, pourquoi rester ? Parce que, à côté de ces impasses éthiques et structurelles, on trouve aussi au sein du catholicisme une tradition vivante donnant accès à une profondeur de l'existence, à un trésor de réflexions sur la condition humaine, à des repères et à des solidarités pour l'action. Les catholiques qui sont d'un radical sens critique envers l'Église, et inébranlables dans leur appartenance à cette même institution, s'appuient sur leur dignité

baptismale. Depuis Vatican II, ils ont découvert « qu'ils sont l'Église ». Cette dernière est leur maison et ils ne voient pas pourquoi ils en seraient expropriés. Surtout, ils refusent de « laisser le plancher » à ceux qui s'en prétendent les propriétaires ou les seuls légitimes occupants. Au nom de l'inaliénable liberté de conscience et de parole que leur confère leur baptême, ils contestent les logiques institutionnelles qui discréditent et dénaturent l'Évangile. Ils prennent au sérieux l'affirmation faite par Joseph Ratzinger en 1966 : « La conscience est le tribunal suprême et ultime de la personne humaine, même au-dessus de l'Église officielle ; et c'est à elle que nous devons obéir. » Ces catholiques résistent grâce à la foi, l'espérance et l'amour qui les habitent depuis qu'ils ont été séduits par la figure du Christ. Au fond, on reste dans l'Église catholique parce qu'on croit, malgré tout, que cette institution – qui a tant marqué notre histoire – peut encore être signifiante et pertinente pour le présent et l'avenir du monde.